



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Chiffres du chômage : l'explosion du nombre de demandeurs doit conduire à l'annulation de la réforme d'assurance chômage !

L'Unédic vient d'actualiser ses prévisions financières avec toutes les précautions liées aux incertitudes dues à la crise sanitaire.

Même si les prévisions sont un peu moins catastrophiques qu'en juin, la dégradation de la situation de l'emploi se confirme : l'Unedic prévoit 670 000 chômeurs supplémentaires d'ici fin 2020 et, si 2021 est pour l'instant annoncée comme meilleure, ce sont tout de même 370 000 chômeurs supplémentaires à fin 2021, par rapport à début 2020.

Ces prévisions ne donnent pas la mesure pour autant de la précarité qui accompagne la catastrophe qui aggrave l'endettement de l'Unédic de 10 à 15 milliards supplémentaires. L'Unédic prend à sa charge un tiers de l'activité partielle, ce qui explique ce creusement du déficit.

Après avoir multiplié les cadeaux aux entreprises, le gouvernement s'apprête pourtant à appliquer sa réforme de l'assurance chômage, pour partie suspendue jusqu'au 1^{er} janvier 2021. Il compte faire 1,5 milliard d'euros d'économie (estimations Unédic à affiner) sur le dos des privés d'emploi, notamment les travailleuses et travailleurs précaires. Ils perdront totalement ou partiellement les allocations en 2021, avec des mesures de relèvement du seuil d'accès touchant principalement les jeunes, un mode de calcul des allocations très défavorables à celles et ceux qui subissent l'alternance de contrats précaires, souvent de plus en plus courts, sans parler de la dégressivité pour les cadres.

Nous devons mettre fin à ce scandale et mener la bataille pour l'emploi et contre la précarité, empêcher les plans sociaux ! Nous devons obtenir le retrait définitif de cette réforme (comme le demande la totalité des syndicats) et l'indemnisation de tous les privés d'emploi !

Montreuil, le 22 octobre 2020